

Réponse de SFR à la consultation sur modélisation ascendante d'un réseau de boucle locale optique mutualisée pour la tarification du dégroupage

Question 1. Avez-vous des commentaires au sujet des caractéristiques générales retenues par l'Autorité pour définir le type de réseau modélisé ?

Comme SFR l'avait souligné dès la consultation précédente en 2017, la modélisation du tarif de dégroupage sur la base d'un MEA (modern equivalent asset) en FTTH s'inscrit en contradiction avec la logique qu'a suivie l'ARCEP jusqu'ici.

Orange a d'ores et déjà été rémunérée pour le coût d'obsolescence du cuivre, en tarifant une activité sans risque concurrentiel sur un réseau largement amorti selon une méthode en coût courant économique. Ce coût courant économique inclut une rémunération du capital au niveau d'une activité risquée et un raccourcissement des durées de vie des équipements afin d'éviter une remontée des coûts en fin de vie du réseau. Cette rémunération avantageuse perçue par Orange a toujours été la contrepartie d'une évolution des coûts maîtrisée en fin de vie du réseau cuivre.

En effet, l'ARCEP avait choisi de revoir à partir de 2012 la durée de vie des câbles de cuivre. L'ARCEP avait alors jugé qu'il fallait écourter la durée des câbles en cuivre de 25 à 13 ans et donc d'augmenter le tarif du dégroupage pour éviter que les lignes qui resteront en cuivre ne supportent l'intégralité des coûts non recouverts au fur et à mesure de l'obsolescence du réseau cuivre. Cette dépréciation accélérée des actifs cuivre a été à la charge des opérateurs dégroupateurs depuis 2012. Cette dépréciation que les opérateurs ont payée devait leur permettre de pouvoir continuer à avoir accès à un tarif du cuivre maîtrisé au fur et à mesure de l'obsolescence du réseau cuivre. L'hypothèse d'un MEA en FTTH remet en cause cette mesure puisque Orange a ainsi bénéficié du raccourcissement des durées de vie augmentant le tarif du cuivre pendant que le cuivre était utilisé et une fois le cuivre complètement amorti, cette dernière perçoit une rémunération sur la base d'un actif neuf en fibre.

En contrepartie de cette dépréciation accélérée des câbles de cuivre que les opérateurs ont financée, il serait donc naturel et souhaitable que l'ARCEP considère dans son modèle du MEA que les opérateurs puissent continuer à utiliser des technologies moins coûteuses que le FTTH et puissent avoir accès au réseau cuivre sur la base de sa valeur dépréciée dans les zones où cela est économiquement préférable au FTTH. La base d'actif de câbles en cuivre qui serait réutilisée dans le cas d'un MEA qui serait partiellement en cuivre serait alors valorisée selon la valeur nette réglementaire dépréciée pour tenir compte des coûts d'obsolescence de ces câbles, que les opérateurs ont déjà payés au titre du

dégroupage, notamment du fait du raccourcissement des durées de vie (et qui devait prémunir les opérateurs alternatifs d'une augmentation des tarifs lors de la transition vers la fibre).

SFR approuve par contre pleinement que la modélisation se fasse sur la base d'un opérateur efficace et non plus sur la seule base de la comptabilité réglementaire d'Orange. Comme SFR l'a déjà souligné à l'occasion de précédentes consultations, les niveaux d'OPEX encourus, leur structure (fixe ou variable) et leur allocation sur les produits régulés ne peuvent plus être librement confiés à l'opérateur régulé, comme c'est à présent le cas dans la modélisation top-down réalisée sur la base de la comptabilité d'Orange. Il est donc nécessaire d'utiliser une référence de coût basée sur la modélisation d'un opérateur efficace. Les OPEX pris en compte pour ces lignes en cuivre dans la méthode proposée par SFR, doivent être ceux d'un opérateur efficace modélisé en bottom-up et non ceux de l'opérateur historique.

A tout le moins, si l'ARCEP ne retient pas des options moins coûteuses telles que le VDSL, elle devrait prendre en compte que le déploiement du réseau FTTH se fait graduellement sur le territoire en commençant par les zones les moins coûteuses. Le plafond tarifaire pour le dégroupage devrait être basé sur les zones les moins chères sur les premières années et n'inclure que graduellement des zones plus coûteuses.

Cet exercice de modélisation est de plus intrinsèquement lié à la valorisation du génie civil de l'opérateur historique. Une composante essentielle du coût est la location de l'offre de génie civil et in fine la valorisation sous-jacente du génie civil. Il est anormal que les opérateurs alternatifs continuent à payer le GC sur la base d'une activité risquée. Avec le modèle proposé par l'ARCEP on arriverait à la situation tout à fait déséquilibrée dans laquelle au titre du dégroupage :

- les opérateurs alternatifs continueront à payer le GC de Orange selon un taux avec risque alors que l'hypothèse du MEA est la migration vers un réseau FTTH donc sans risque d'obsolescence du GC.
- Les opérateurs paieront pour un renouvellement des câbles en FTTH de bout en bout alors que l'ARCEP dans sa décision de 2012 les avaient fait payer pour les coûts d'obsolescence des câbles en cuivre.

Si l'ARCEP ne revoit pas le niveau de risque utilisé pour la tarification du GC d'Orange, elle devrait à tout le moins, en augmenter la durée de vie afin d'en mieux lisser le coût puisque l'hypothèse du MEA en FTTH conduit bien à prolonger l'utilisation du GC d'Orange. La durée de vie du GC peut être prolongée sans risque d'au minimum une décennie, voire plusieurs.

Question 2. Avez-vous des commentaires au sujet du choix fait par l'Autorité pour le périmètre du réseau modélisé ?

On doit exclure le raccordement final en fibre. Il est manifestement disproportionné d'inclure des coûts de raccordement final en fibre dans un modèle « make or buy » du dégroupage du cuivre.

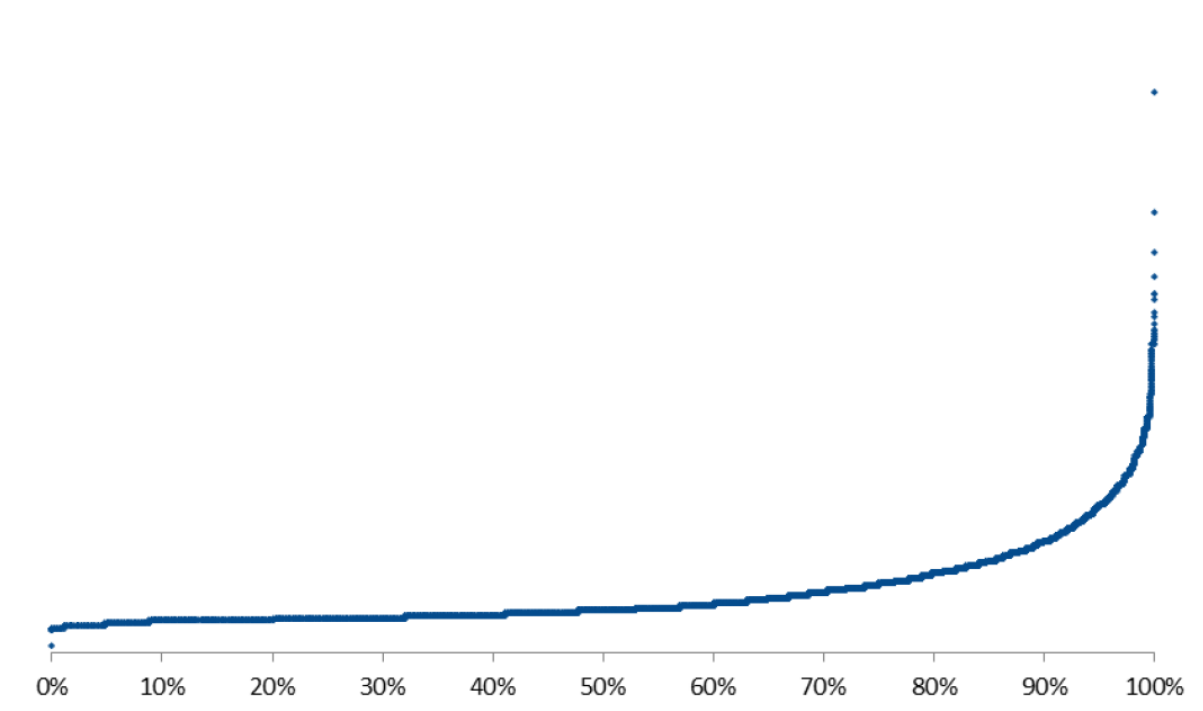
En ce qui concerne les coupleurs, l'ARCEP écrit « *Le double du nombre de coupleurs strictement nécessaire pour raccorder l'ensemble des lignes est installé dans les PM de manière à tenir compte de*

l'existence de plusieurs opérateurs commerciaux, par cohérence avec le dimensionnement des câbles de transport optique ».

Il n'y a aucune raison de surdimensionner le nombre de coupleurs pour tenir compte de plusieurs opérateurs commerciaux. La finalité de la modélisation est de déterminer le tarif du dégroupage en « make or buy » pour un opérateur qui déploierait le FTTH pour ses propres besoins plutôt que de louer le cuivre à Orange. L'opérateur qui déploie pour ses propres besoins ne génère donc aucun coût de surdimensionnement lié à la mutualisation avec d'autres opérateurs commerciaux. A tout le moins, si l'on considérait qu'il engendre des surcoûts liés à la mutualisation, il faudrait aussi inclure dans les coûts nets, les refacturations aux autres opérateurs auxquels il fournit la modélisation. Ceci est valable non seulement pour les coupleurs que l'ARCEP évoque mais de façon plus générale à tous les surcoûts liés à la mutualisation du MEA en FTTH que l'ARCEP pourrait introduire dans son modèle. Si rien n'empêche bien sûr l'ARCEP de modéliser les coûts d'une boucle locale FTTH mutualisée, en ce qui concerne son application à la tarification du cuivre, aucun de ses surcoûts ne peut être inclus.

Question 22. Quelle est votre opinion sur le périmètre géographique du réseau en fibre optique à retenir pour la tarification du dégroupage : ensemble du territoire national, une sous-zone ? Dans le cas d'une sous-zone, comment la définir ? de façon géographique, avec un plafond de coût par prise exprimé en €/prise ?

Le graphique de l'ARCEP reproduit ci-dessous montre que le coût de la ligne FTTH augmente très fortement dès que l'on atteint 50% des lignes. Au vu de ces coûts, supposer que 100% des lignes seraient modélisées en FTTH dans un modèle du dégroupage serait disproportionné. Dans la logique de 'make or buy', un opérateur en viendrait ni à reconstruire, ni à louer.



Le modèle de l'ARCEP conduit (cf. p. 45) à un total de 36,5M de prises déployées dont 16,2M en ZMD publique. Il y a donc 44% des lignes qui ne peuvent être déployées sans subvention. Comme nous

l'avons préconisé plus haut, la logique voudrait que dans un modèle en de tarification en MEA ces lignes continuent à être en cuivre sur la base de leur coût amorti. A défaut une possibilité serait de plafonner les prises dont le coût irait au-delà du 66^{ème} percentile (c'est-à-dire les lignes qui devraient être subventionnées) au coût de la ligne correspondant à ce 66^{ème} percentile. Un coût moyen pourrait alors être calculé sur les coûts de toutes les lignes ainsi plafonnés.

Question 24. L'Autorité devrait-elle selon vous inclure le coût du raccordement final de la fibre pour servir de référence à une tarification de la paire de cuivre en actif moderne efficace ? Expliquez votre raisonnement. Si oui, devrait-elle l'inclure en totalité ou partiellement, et sur quelles bases ? Que pensez-vous de la fourchette de [60 – 80 %] retenue dans la décision n° 2017-1570 ?

Il est manifestement disproportionné d'inclure des coûts de raccordement final en fibre dans un modèle qui vise à la tarification du dégroupage en cuivre. Le raccordement final modélisé devrait être de type FTDP avec accès au cuivre sur la base du coût déjà amorti, même si ce type de solution n'est pas utilisé en France. Rappelons que le but de l'exercice est de modéliser un MEA efficace pour donner un signal de coût pour la tarification du dégroupage et non de modéliser nécessairement les déploiements réels. L'ARCEP reconnaît elle-même que « *la logique d'actif moderne équivalent implique, comme ci-dessus, de choisir une technologie alternative dans les zones où son coût serait démesuré* »

Question 25. Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les modalités de calcul de l'annuité envisagées dans cette section 6.3.

La méthode des coûts de remplacement en filière semble pertinente.

En ce qui concerne le lissage des coûts sur la période 2021-2023 du cycle d'analyse :

L'ARCEP considère que l'intégralité du réseau est construite en une fois en 2021, ce qui donnera lieu à des annuités à partir de 2021. La question porte sur le lissage des annuités de 2021 à 2023. Cependant, l'ARCEP ne donnant aucune indication sur l'impact du lissage qui ressort de sa modélisation, il n'est pas possible de se prononcer sur les différentes options proposées.

Enfin, la construction de l'intégralité du réseau en une année n'est bien sûr pas réaliste, ce qui ici aussi démontre que la construction du FTTH et que le signal de coût dans la transition ne doit être établi que sur des lignes progressivement plus coûteuses. En aucun cas le passage au MEA ne devrait faire remonter le niveau de coût du dégroupage.

L'ARCEP écrit d'autre part que « *pour calculer un tarif équivalent au tarif récurrent mensuel du dégroupage total à partir du modèle, il semble nécessaire d'ajouter l'IFER au coût calculé en section 3.5 afin d'obtenir le même périmètre de coûts que le dégroupage total* ».

L'ARCEP envisage la tarification du dégroupage dans une logique de « make or buy ». Or, toutes les nouvelles lignes construites étant exonérées d'IFER pendant 5 ans, l'opérateur reconstruisant le réseau

ne devrait donc pas subir ce coût. L'hypothèse faite sur un réseau construit en 2019 implique donc qu'il n'y a pas lieu d'inclure l'IFER dans le coût du MEA pendant le cycle à venir.

L'ARCEP ne peut appliquer asymétriquement le concept du MEA, en supposant d'une part que toutes les lignes doivent être reconstruites, tout en considérant d'autre part que l'intégralité de ces lignes devrait supporté le coût de l'IFER.